

LA CFE-CGC, À LA POINTE DU COMBAT EUROPÉEN

À quelques mois de la présidence française de l'Union Européenne, la Fédération intensifie son action européenne dans le combat de la taxonomie. La confédération CFE-CGC n'est pas en reste puisqu'elle vient de prendre la présidence de la Confédération Européenne des Cadres (CEC) et s'engage dans la conférence pour l'avenir de l'Europe. Une façon de porter haut et fort la voix des salariés !

Taxonomie, un nom barbare pour nommer un sujet brûlant à Bruxelles. L'avenir des investissements européens dans le gaz et le nucléaire en dépend et nous sommes désormais dans la dernière ligne où la Commission européenne devra décider. La Fédération a une nouvelle fois mobilisé les syndicats d'autres pays européens pour mettre la pression sur la Commission. À l'heure où celle-ci rend public son paquet climat appelé « Fit for 55 » que la présidence française de l'Union européenne devra faire atterrir au 1^{er} semestre 2022, l'action européenne de la Fédération est cruciale. Vous le savez, l'avenir de nos industries électriques et gazières s'écrit à Bruxelles et il faut y agir pour peser. C'est pourquoi l'élection d'un représen-

tant de la CFE-CGC à la présidence de la CEC (Confédération européenne des cadres) est une très bonne nouvelle. Transition vers un avenir durable, égalité des genres, réindustrialisation, autonomie stratégique de l'Europe... les axes de travail de la CEC recoupent ceux de la Fédération.

PORTER LA VOIX DES SALARIÉS EUROPÉENS AU CŒUR DES GRANDS ENJEUX CLIMATIQUES

Décarbonation, souveraineté industrielle et technologique, relocalisation industrielle, droits sociaux et défense d'emplois durables et qualifiés pour les citoyens européens... les défis ne manquent pas pour la CEC et la CFE-CGC. C'est dans ce contexte qu'a été lancée le 9 mai 2021 la conférence sur l'avenir de l'Europe, avec l'objectif

d'associer plus fortement les citoyens européens au projet politique européen. L'occasion nous est ainsi offerte de faire entendre la voix des salariés, et ainsi faire comprendre aux institutions européennes que l'expression de la société civile ne saurait se réduire à la voix des Organisations non gouvernementales (ONG) dont la représentativité n'a jamais été démontrée, contrairement aux organisations syndicales qui doivent, elles, faire la preuve de leur représentativité lors des élections professionnelles.

Porter la voix des salariés européens, c'est là le rôle du syndicalisme européen, c'est là le rôle de la Fédération. Et c'est à ce titre que la Fédération a rejoint IndustriALL Europe dans son analyse du paquet climat présenté le 14 juillet : un paquet climat sans souffle social car oubliant l'avenir des salariés de l'industrie européenne ! Il est urgent d'agir pour corriger le tir...

